

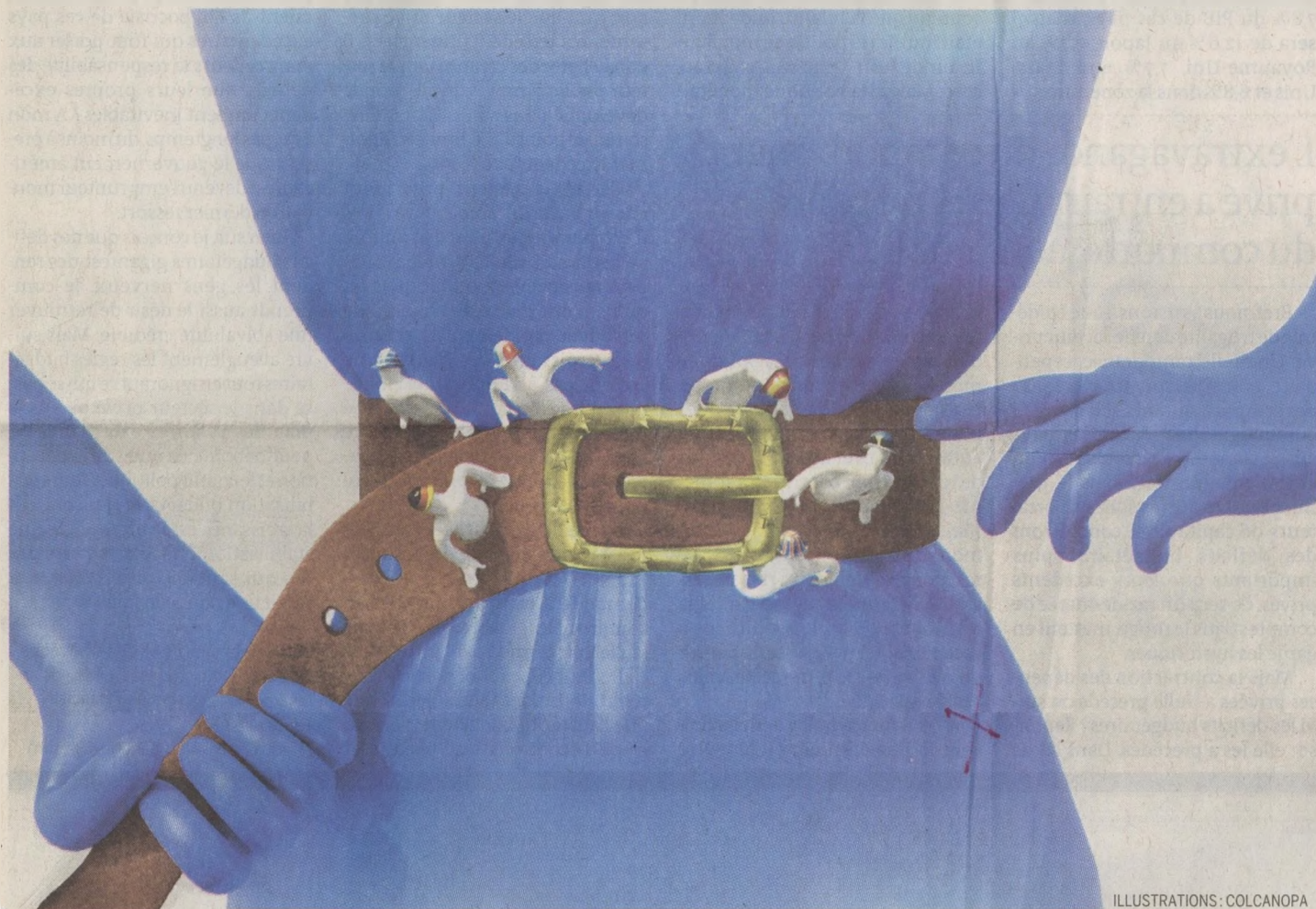
# Le Monde

# Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

## Plans d'austérité : un tour d'Europe des révoltés et des résignés

- Le Royaume-Uni doit présenter un « budget d'urgence » le 22 juin
- Si les Britanniques préservent leur système de santé et les Estoniens leurs retraités, les fonctionnaires sont partout mis à contribution



ILLUSTRATIONS : COLCANOPA

Le premier ministre britannique, David Cameron, présente, mardi 22 juin, les grandes lignes de son budget d'urgence, qui s'inscrit dans le concert européen des plans d'austérité lancés en Grèce, en Espagne, en Allemagne, en France, etc., pour faire face à l'endettement des Etats alourdi par la crise.

### Dossier

Dans un même esprit de rigueur, les chefs d'Etat et de gouvernement européens réunis, jeudi 17 juin à Bruxelles, ont décidé de renforcer les sanctions contre les pays laissant filer leur déficit, sans toutefois régler la question des modalités.

Même la France, où la rigueur

est traditionnellement taboue, a avancé des mesures d'« assainissement des finances publiques », de l'ordre de 100 milliards d'euros. Sur qui va peser l'effort demandé ? Ces économies ne risquent-elles pas de déstructurer les sociétés ?

Le plan d'austérité britannique affectera « l'économie, la société, notre mode de vie tout entier », a prévenu M. Cameron. C'est le cas de tous les pays où le secteur public est en première ligne. De Londres à Tallinn en passant par Athènes et Paris, les fonctionnaires sont, dans tous les pays, concernés par la rigueur.

Jusqu'à-là moins exposés que les salariés du secteur privé, les fonctionnaires sont désormais mis au régime sec : gel des recrutements, non-remplacement des retraités, baisses des salaires, de

5% en Espagne jusqu'à 50% en Lettonie.

Les syndicats européens des services publics ont, dans un appel commun, adressé une mise en garde aux ministres des finances européens contre les « coûts sociaux » des plans d'austérité. « La vision comptable de l'emploi public menace la qualité des services publics si utile en période de crise », alerte Marie-Odile Esch, secrétaire générale de la fédération Interco CFDT. Les services publics européens ont appelé à une journée d'action le 29 septembre à Bruxelles contre les « coupes sombres ».

Pourtant, certains estiment que les plans d'austérité sont insuffisants pour assainir durablement les finances publiques. « En France, après plus de vingt ans de budgets déséquilibrés, il était urgent de réa-

gir, mais on aurait dû baisser de au moins 5% les salaires des fonctionnaires. Le plan n'est pas à la hauteur de ce qu'il faudrait », estime Agnès Verdier-Molinié, directrice de l'Institut français pour la recherche sur les administrations publiques (Ifrap), qui reconnaît toutefois qu'il y a une vraie propension à faire des réformes. « Sur la question de fond qui est le train de vie de l'Etat, la baisse des salaires des hauts fonctionnaires est un symbole attendu des Français », souligne-t-elle.

De l'Estonie à la Grèce, les Européens sont, quant à eux, partagés entre colère et résignation face au cumul des efforts imposés à la fois par la crise et par les réformes structurelles (retraites, marché du travail). ■

Anne Rodier  
Lire pages 4 et 5

Martin Wolf p. 2  
L'austérité budgétaire est un risque pour l'économie

Entreprise p. 3  
Gouvernance et marée noire, par Pierre-Yves Gomez

Spécial diversité pages 7 et 9



La part des femmes dans les directions d'entreprise a peu progressé en cinq ans

Philippe Askenazy



Ce qu'Obama nous enseigne



Le président américain ne cesse de s'inviter dans la crise des économies européennes. Lors des craintes de défaut sur la dette grecque, il reçoit le premier ministre grec, Georges Papandréou. Lorsque l'Espagne renâcle à lancer un plan d'austérité, il téléphone à José Luis Zapatero, le chef du gouvernement. Lorsqu'à l'inverse Berlin veut jouer l'exemplarité, il envoie Tim Geithner, son secrétaire au Trésor, pour convaincre la chancelière Angela Merkel de modérer son plan de rigueur. Résultat, un mini-plan d'austérité en Allemagne – moins d'un demi-point de PIB – et, au contraire, des purges dans l'ensemble de l'Europe du Sud. Pourquoi tant de sollicitude ?

En réalité, Barack Obama protège l'intérêt de son pays. Avec un déficit budgétaire abyssal, les Etats-Unis ne peuvent risquer une contagion de crises de dettes souveraines partie de l'autre rive de l'Atlantique. De même, la forte reprise mondiale, dont celle des Etats-Unis (3,5% de croissance prévue pour 2010) ne doit pas être obérée par une rigueur trop généralisée en Europe.

Puisqu'il s'agit de l'intérêt de l'Amérique, pourquoi les Européens suivent-ils les conseils d'Obama ? Une première interprétation est l'incapacité de l'Europe, engluée dans ses attermoissements, à régler la crise grecque : l'appel au Fonds monétaire international (FMI), où les Etats-Unis jouent un rôle essentiel, donne de fait à ces derniers un droit de tutelle sur nos économies. La seconde interprétation est que les pressions d'Obama relèveraient du bon sens économique, celui des « bons choix » que devraient opérer les pays européens.

Une myriade d'analystes nous expliquent en effet depuis plusieurs semaines que les « PIIGS » (Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne) ne peuvent faire autrement, et que les économistes « savent » qu'au-dessus de 90% de PIB d'endettement public la croissance s'effondre. Tout cela sans préciser que l'Espagne, par exemple, est encore loin d'atteindre ce niveau d'endettement, ou que ce chiffre fatidique est issu d'une unique étude du National Bureau of Economic Research (NBER) publiée en janvier par deux économistes américains prestigieux, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff.

Dans le détail, les plans d'austérité de nombreux pays européens reprennent le principe initié en France depuis 2007 : le non-remplacement partiel des fonctionnaires partant à la retraite. Dans la plupart de ces pays, cela va se traduire par des réductions drastiques des effectifs dans l'éducation.

Or, le contraste est saisissant avec la politique menée par M. Obama... aux Etats-Unis. L'éducation primaire et secondaire y dépend de districts locaux. Ces derniers ont été ruinés par l'effondrement des marchés immobiliers, car une source essentielle des finances locales est constituée d'impôts basés sur la valeur du foncier. Ils ont donc lancé de vastes plans de réduction des effectifs dans les établissements d'enseignement, de taille comparable aux réductions programmées pour l'éducation nationale sur le quinquennat en France.

►►► Lire la suite page 2

### Annonces

Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance ■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales Multiposte ■ Collectivités territoriales Pages 9 à 14  
Consultez notre site : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Le Monde  
Dossiers & Documents  
POUR RÉUSSIR VOS EXAMENS

Juin 2010

### Sociologie

La quête du bonheur

### Littératures

La Vienne de Stefan Zweig

### Sciences

Ces satellites qui nous surveillent



[www.lemonde.fr/dosdoc](http://www.lemonde.fr/dosdoc)

## Les leçons d'Obama

►►► Suite de la chronique de Philippe Askenazy

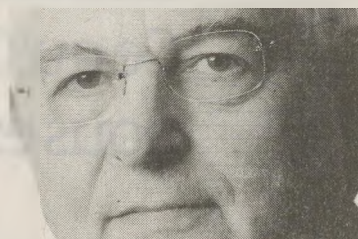
Mais l'administration fédérale a jugé insupportable ces pertes d'emplois. Il ne faut pas, estime-t-elle, dégrader les services de l'éducation au risque d'handicaper la croissance des prochaines décennies et d'approfondir les inégalités.

Du coup, l'Etat fédéral a lancé un gigantesque « *bailout* » (plan de sauvetage) de l'éducation locale en recyclant les montants remboursés par les banques. Les lecteurs intéressés – notamment les enseignants – peuvent visiter les « *news* » du site Web [www.ed.gov](http://www.ed.gov) (département de l'éducation américain), longue litanie d'annonces de centaines de millions de dollars déversés sur les Etats américains dans le cadre de l'American Recovery and Reinvestment Act. Si l'administration Obama obtient du Congrès le rallonge de 23 milliards de dollars (18,7 milliards d'euros) qu'elle négocie actuellement, l'Etat fédéral aura distribué en un an, pour maintenir les postes d'enseignants, l'équivalent des budgets de l'éducation primaire et secondaire cumulés des « *PIIGS* »...

Résultat, le déficit américain se creuse autour de dix points de PIB, largement plus que le déficit français. M. Obama a dû promettre la rigueur et l'austérité, créant une commission bipartite qui doit lui faire « *bientôt* » des propositions. La cible est de ramener le déficit fédéral courant à 4% du PIB en 2020. A cette date, la dette publique américaine aura atteint un niveau « méditerranéen ».

En choisissant de ne pas insulter l'avenir, en continuant à investir dans la jeunesse, M. Obama prend le risque d'un « surendettement » public. Le fait même qu'il prenne montre qu'il n'y a pas de « vérité économique » en la matière. Malgré les arguments d'autorité assenés aux populations européennes, un débat démocratique sur le contenu de la politique de leurs Etats est donc légitime. Il ne peut être confisqué ni par « les savants » ni par Washington. ■

Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris.



## L'éclairage C'est l'effondrement de la dépense du secteur privé qui est à la source des déficits budgétaires, et non l'inverse

# La rigueur à contretemps

Par Martin Wolf

**A**n nouveau retentit la clameur de l'ancienne religion économique : repentez-vous avant qu'il ne soit trop tard ! La mort est le salaire du péché budgétaire ! Mais doit-on d'ores et déjà compresser les dépenses ? J'en doute. Certes, une compression tardive comporte un risque d'inflation, et même de défaut ; mais une compression prématurée pourrait entraîner une période de récession, voire de déflation. Alors que nous avons survécu de justesse au pire effondrement financier de l'histoire, nous devons être bien conscients que, en période de ralentissement économique, ces risques sont sérieux.

Certains soutiennent que l'économie est toujours en équilibre. D'autres, à la suite d'Andrew Mellon, secrétaire américain au Trésor sous le président Herbert Hoover [1929-1933], affirment qu'après un gros boom du crédit, nous devrions « *liquider le travail, liquider les actions, liquider les agriculteurs, liquider l'immobilier, (...) cela purgera la pourriture du système* ». Je ne m'adresse pas à ces hommes des cavernes. Je m'adresse à ceux qui conviennent que les erreurs passées ont poussé l'économie mondiale dans le précipice et veulent l'en sortir aussi vite que possible.

Toutefois, des personnes sensées estiment que le plus grand danger actuel serait de retarder le resserrement budgétaire. Leur avis se fonde sur quatre raisons. Tout d'abord, ils craignent que les marchés financiers, après s'être attaqués à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne, s'en prennent bientôt au Royaume-Uni, et même aux

Etats-Unis ; deuxièmement, ils pensent que les déficits étouffent la dépense privée indispensable à la reprise ; en troisième lieu, ils soutiennent que les déficits importants conduisent droit à l'inflation ; et, enfin, ils pensent que les déficits budgétaires échouent à soutenir la demande.

Qu'en est-il en réalité ? En 2010, d'après les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI), les secteurs privés des grands pays à hauts revenus enregistreront un énorme excédent de recettes par rapport aux dépenses. Cet excédent devrait représenter 7,8% du PIB de ces pays, mais il sera de 12,6% au Japon, 9,7% au Royaume-Uni, 7,7% aux Etats-Unis et 6,8% dans la zone euro.

### L'extravagance du comportement privé a entraîné l'extravagance du comportement public

Bref, nous assistons à une épidémie de frugalité dans le secteur privé. Une telle tempérance, cependant, entraîne soit un excédent des comptes courants, soit des déficits budgétaires. Parmi les pays que je viens de citer, seuls le Japon et l'Allemagne sont dans le premier cas. Les autres sont importateurs de capitaux et connaîtront des déficits budgétaires plus importants que leurs excédents privés. Ce sera un raz-de-marée de comptes dans la rouge, mettent en garde les hystériques.

Mais la contraction des dépenses privées a-t-elle précédé ou suivi les déficits budgétaires ? Réponse : elle les a précédés. Dans le cas

des Etats-Unis, l'énorme variation de la balance privée, passant d'un déficit de 2,2% du PIB à un excédent de 6,6% entre le quatrième trimestre 2007 et le deuxième trimestre 2009, a coïncidé avec la crise financière. Le fait que la demande agrégée et les taux d'intérêt à long terme aient chuté en même temps montre que l'effondrement de la dépense privée est à la source des déficits budgétaires. L'extravagance du comportement privé a entraîné l'extravagance du comportement public.

Récemment, l'économiste Jeffrey Sachs (université Columbia) a soutenu que la relance budgétaire était inutile : la politique monétaire aurait suffi. Je ne suis pas d'accord. Malgré la politique monétaire

conscient du risque que cela comporte : diminuer la dépense publique ne fera pas automatiquement augmenter la dépense privée. Les efforts de réduction du déficit structurel pourraient au contraire aggraver les déficits budgétaires cycliques.

Tant que la production demeure souffreteuse, il est peu probable que le soutien budgétaire ait des effets inflationnistes. Il n'étoffera pas non plus le secteur privé : il est plus probable qu'il le favorise. La question, dans ce cas, est de savoir si les déficits peuvent être financés. Ma réponse est oui. N'oublions pas que, tant que le secteur privé présente des excédents financiers, il doit acheter des créances sur le secteur public, à moins que le monde développé dans son ensemble ne soit sur le point d'accumuler d'énormes excédents extérieurs.

Certes, le secteur privé peut choisir entre différents pays. Mais il est peu probable qu'il abandonne les Etats-Unis. Le problème des pays européens périphériques est qu'ils n'ont guère de chances de retrouver rapidement le chemin de la croissance. Les marchés ne croient pas à la durabilité politique d'une économie d'extrême rigueur. Ce qui est inquiétant, ce sont moins les déficits que l'incapacité à renouer avec la croissance pour les résorber.

La meilleure politique consisterait à mettre en place des mesures capables de soutenir une forte demande à court terme, tout en contenant les gigantesques déficits sur le long terme.

Il serait cependant particulièrement dommageable, aujourd'hui, que l'austérité budgétaire s'empare de l'économie européenne et

contraigne les Etats-Unis à adopter des mesures protectionnistes. Comme l'a récemment souligné Fred Bergsten du Peterson Institute for International Economics de Washington, de telles politiques pourraient être très dangereuses. Ainsi, loin d'avoir un effet stabilisateur, un resserrement budgétaire prématuré pourrait faire vaciller toute l'économie mondiale. Dans ce cas, la décision de transformer l'ensemble de la zone euro en une vaste Allemagne serait – et devra être – considérée comme un acte de guerre mercantiliste contre les Etats-Unis. Combien de temps ceux-ci toléreraient-ils l'hypocrisie de ces pays excédentaires qui font porter aux emprunteurs la responsabilité des déficits que leurs propres excédents rendent inévitables ? A mon avis, pas longtemps, du moins à présent que le gouvernement américain est devenu l'emprunteur mondial en dernier ressort.

Bien sûr, je conçois que des déficits budgétaires gigantesques rendent les gens nerveux. Je comprends aussi le désir de retrouver une solvabilité crédible. Mais suivre aveuglément les règles budgétaires tout en ignorant ce qui se passe dans le secteur privé ou sur le plan des balances extérieures ne peut déboucher que sur la déception et le conflit politique. Toute stabilisation budgétaire qui soutient la croissance est la bienvenue. Une stabilisation budgétaire prématurée qui saperait cette croissance serait une nouvelle folie. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « *Financial Times* ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

## Le livre Partage

Mettre l'économie au service de l'humanité, et non l'inverse. C'est ce que propose l'ancien commissaire au Plan (1992-1995) Jean-Baptiste de Foucauld grâce à la mise en pratique d'un concept exposé dans son dernier ouvrage : *L'Abondance frugale*. Deux termes qui peuvent sembler antagonistes mais qui contiendraient le moyen de rendre la société plus juste et « *le développement plus humain* ».

L'auteur y énumère les cinq crises que traverse la société française et occidentale en général (économique, financière, écologique, sociale et de –perte de– sens) avant d'affirmer qu'il faut une solidarité d'un nouveau type pour en sortir.

Sans jamais remettre en cause l'économie de marché, il insiste sur la nécessité de contrebalancer ses excès par un peu de frugalité. Le principe n'est pas de prendre aux uns pour donner aux autres, mais de faire en sorte que chacun ait ce qui lui est essentiel sans pour autant priver l'autre de ce qui lui serait nécessaire, voire vital.

Pour ce faire, la société et l'individu doivent se réformer afin de « *passer d'une abondance illusoire*

L'Abondance frugale  
Prix non taxé  
souvent

**L'Abondance frugale**  
Jean-Baptiste de Foucauld  
Odile Jacob,  
276 p., 23 €

## Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet Kaname Akamatsu et le vol d'oies sauvages

Le « *vol d'oies sauvages* » est l'image utilisée par l'économiste japonais Kaname Akamatsu dans les années 1930 pour illustrer le processus de développement industriel que permet l'interaction entre un pays en développement et des pays plus avancés. L'évolution dans le temps des importations, de la production nationale puis des exportations d'un pays en phase de rattrapage économique évoque en effet un vol d'oies sauvages, en V inversé.

M. Akamatsu, né en 1896 à Fukuoka et décédé en 1974, a poursuivi ses études en Allemagne de 1924 à 1926 et s'y est initié aux travaux d'économistes et de philosophes comme List et Marx, avant de faire un séjour aux Etats-Unis et de retourner dans son pays. Son approche a été popularisée dans les années 1960 par la traduction de certains de ses articles en anglais, notamment « *A Historical Pattern of Economic Growth in Developing Countries* », *Journal of Developing Economies*, 1962.

Le commerce et l'investissement étranger jouent un rôle majeur dans ce processus. Dans

une première phase, le pays en développement importe des produits manufacturés des pays industrialisés, et exporte des matières premières et des produits agricoles. Les importations concurrencent l'artisanat local, et une partie de la main-d'œuvre doit rejoindre le secteur exportateur.

### Rattrapage rapide

Dans une deuxième phase, le pays construit sa propre production de biens de consommation, qui entre en concurrence avec les importations en s'appuyant sur le marché intérieur que la demande de biens importés a fait naître. Les politiques publiques ont pour rôle de promouvoir et, le cas échéant, de protéger l'industrie nationale, qui continue d'importer du capital et des machines.

Durant la troisième étape, l'industrie locale devient une force exportatrice, sa production s'homogénéise avec celle des pays industrialisés, et la production locale de biens d'investissement se développe.

Enfin, la quatrième étape est marquée par le déclin de l'exportation de biens de consommation :

leur production est transférée à des pays moins avancés, le pays commence à exporter des biens d'investissement et devient une force dans la concurrence internationale.

Ce modèle décrit la montée en gamme de la production d'une économie sous-développée à travers l'exploitation et la transformation de ses avantages comparatifs, qui permet une transition entre des activités intensives en main-d'œuvre et d'autres plus intensives en capital. Il rend aussi compte de l'émergence successive de nombreux pays asiatiques, avec le Japon comme initiateur, et de la fonction de l'ouverture commerciale. Ce modèle suggère que des mouvements d'intégration régionale ou mondiale peuvent déboucher sur des dynamiques de rattrapage rapide, et ce quel que soit le pays ou le continent.

Pour autant, il ne peut être compris comme une vision déterministe selon laquelle le rattrapage se produirait spontanément. Il reste à comprendre comment ces différentes étapes peuvent s'enclencher à l'avenir, quel est le rôle des politiques publiques et comment

le financement du développement peut y contribuer. Ces questions revêtent d'autant plus d'urgence que les processus d'industrialisation dans de nombreux pays, notamment en Afrique, ont marqué le pas, voire ont régressé. ■

Pierre Jacquet, Agence française de développement.

## Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui  
75707 PARIS CEDEX 13  
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00  
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21  
Télex : 206 806 F

Edité par la Société éditrice du « *Monde* » SA,  
Président du directoire,  
directeur de la publication,  
directeur du « *Monde* » :  
Eric Fottorino

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712C. 81975. ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde  
Impression Le Monde  
12, rue M. Gunsbourg  
94852 Ivry Cedex  
Printed in France